

Interview de René PLEVEN

par Roger Massip et Antoine Marès

le jeudi 27 mars à 10 heures 1980.

Roger Massip - Cet interview est destiné à alimenter et enrichir les archives de la fondation Monnet dont vous connaissez l'existence.

René Pleven - Effectivement je suis membre de son conseil et j'ai communiqué hier l'adresse de la fondation à un professeur agrégé auquel j'ai donné une lettre de recommandation: il fait une thèse sur les débuts du plan Monnet, ses origines etc.

R. M. - Moi-même ai été coopté en novembre. Etant donné que nous disposons d'une heure et demie au maximum, mais j'espère que nous pourrons nous voir à nouveau...

R. P. - Nous pourrions convenir d'un autre rendez-vous...

R. M. - ...je crois que nous pourrions vous demander en premier lieu - et cela servirait d'introduction au document - votre opinion sur Jean Monnet, le rôle qu'il a joué, l'efficacité de son action...

R. P. - Je ne peux mieux définir ce que je pense du rôle et de la façon de travailler de Jean Monnet que de dire qu'il me semble que, dans le moment présent où l'Europe est en pleine crise, il manque terriblement. Quand vous observez ce qui se passe, vous constatez qu'un homme comme Jean Monnet, jouissant à la fois de la confiance des Anglais et des Allemands...et des Français - même s'il y avait parfois des désaccords, des divergences entre lui et le gouvernement français ou certains gouvernements français, je pense à ceux du général de Gaulle - , aurait eu la confiance de tous car on connaissait sa loyauté. Jamais il n'aurait pris position dans le dos de personne. Alors vraiment, en ce moment, il manque aux événements et au siècle.

Qu'est-ce qui caractérisait la manière de Jean Monnet?

A mon avis, d'abord, c'était un homme qui avait une puissance, une capacité extraordinaire de se centrer sur un seul problème, et dans ce problème, sur l'essentiel. Il était inutile d'attendre de Jean Monnet qu'il s'intéressât à deux, trois ou quatre affaires à la fois. Quel que soit l'intérêt du dossier qu'il souhaitait traiter, sa réflexion était continuelle parce que pour lui les heures de bureau n'avaient aucune importance; il réfléchissait au problème qu'il s'était juré de résoudre ou de faire aboutir. Sa réflexion commençait

lorsqu'il se réveillait, lorsqu'il allait se promener à pied dans la campagne où, au cours de ses promenades, il mettait en ordre le progrès des démarches qu'il avait à faire, des lettres à envoyer, des contacts à prendre. Mais il avait un seul objectif, ce que les Anglais appellent "single-minded". Avant la guerre, lorsqu'il s'agissait de faire aboutir des opérations financières dans lesquelles il jouait un rôle, c'étaient les affaires financières qui étaient importantes (stabilisation du zloty, aide au gouvernement roumain, tel ou tel emprunt...). Avant la guerre aussi, lorsqu'il fut convaincu qu'elle était inévitable et qu'il fallait s'y préparer, il n'a pensé qu'à une chose; à ce qui allait manquer; il a fait une étude et c'était l'aviation qui venait en première place: il n'a plus pensé qu'à cela. Quand la guerre a été déclarée, il s'est rendu compte qu'il fallait une organisation pour s'occuper de tout ce qui allait manquer aux Alliés -alors réduits à la France et l'Angleterre - et alors il s'y est tenu. Il a toujours travaillé de la même façon. Après 1945, il s'agissait de faire qu'on ne retomât pas dans l'erreur de 1918 - on s'imaginait que l'on pourrait casser l'Allemagne en plusieurs parties -, sa solution, c'était l'Europe. Parfois il simplifiait, mais il avait raison de simplifier: il disait que la possession de l'acier, des sources d'acier avait toujours été une des raisons pour lesquelles notre pays avait une position d'infériorité. Il fallait donc trouver le moyen de contrôler l'acier anglais, allemand et français: d'où le pool charbon-acier. Tout était comme cela.

R.M. -J'ai toujours été frappé par cette simplification extraordinaire.

R. P. - Deuxièmement, c'était un homme d'une très grande loyauté. Jamais il n'allait dire à X quelque chose de différent de ce qu'il disait à Y. Il était très maître de lui, très paisible, et quand il avait quelque chose de désagréable à dire à quelqu'un, il le lui disait très directement mais très simplement, sans éclats de voix; il disait ce qu'il croyait vrai. Si son interlocuteur n'était pas d'accord, il constatait simplement le désaccord. Ce n'était pas un homme rancunier, il ne se servait pas contre une personne de ce qu'elle lui disait: ce n'était pas du tout dans sa manière. Et c'est comme cela qu'il a inspiré confiance à tout le monde. C'est très rare qu'un homme puisse arriver à se voir regretté comme il l'a été, et regretté par tous ceux qui l'ont connu et par des gens qui sont plutôt d'un naturel défiant, retors, qui entretiennent des combinaisons politiques, qui ont des ennemis. Jean Monnet réussissait à mettre ensemble dans le Comité des Etats-Unis d'Europe les socialistes et les démocrates-chrétiens,

toujours parce qu'il les réunissait sur ce qui lui paraissait l'essentiel, un essentiel qu'ils acceptaient les uns et les autres.

- R. M. Vous avez déjà largement répondu à la question "comment situez-vous Jean Monnet dans son temps ?" Vous aviez d'ailleurs déclaré un jour: "Monnet comme De Gaulle est un personnage historique qui surclasse son siècle".
- R. P. C'est tout à fait mon opinion. J'ai osé le dire devant l'Association des Résistants de la France Libre, ce qui m'a valu quelques réactions, dont celle de Geoffroy de Courcel. Je pense que ces deux hommes ont joué un rôle essentiel en 1940. Monnet n'était pas un homme pour les foules; il n'était pas doué pour la parole publique. Ce qu'il disait était toujours parfaitement clair, il savait parfaitement l'exprimer mais il n'avait ni goût, ni don d'orateur. Il n'avait rien d'un tribun. Ce n'était pas non plus un homme qui aimait écrire: quand il a fait ses mémoires, il les a dictés. Mais il les a corrigés; il savait très bien corriger. J'ai passé un temps fou quelquefois, qui nous exaspérait Pierre Denis et moi - Pierre Denis était un ancien normalien, grand géographe et fils d'Ernest Denis -; nous étions ses collaborateurs et quand il était neuf heures du soir, que nous avions vraiment envie d'aller dîner, Monnet était en train de peser un mot, une virgule. Je me souviens toujours d'un mot de Pierre Denis lui disant: " Ecoutez, Jean, il vaut mieux qu'un télégramme imparfait parte plutôt que pas de télégramme du tout parce qu'il est nécessaire que New-York ait notre télégramme ".
- R. M. Vous avez connu Jean Monnet de très bonne heure, je crois? Nous avons retrouvé un document de 1939 où Jean Monnet vous présente comme son ami depuis quinze ans, ce qui nous ramène à 1924.
- R. P. C'est tout à fait exact. Voici comment j'ai connu Jean Monnet. Je cherchais un job. J'avais fini mon doctorat et je m'en suis ouvert à un homme que j'aimais beaucoup et que j'avais très bien connu en d'autres circonstances: c'est lorsque j'avais 19-20 ans et que je participais à la création et à la direction du groupement universitaire pour la SDN que j'avais rencontré Pierre Comert, un autre normalien. Quand je lui fis part de mon désir d'entrer dans la vie active, il m'envoya voir Jean Monnet à Genève, alors secrétaire général adjoint de la SDN. C'étaient ses dernières semaines à ce poste, en tant que responsable des problèmes économiques auprès du secrétaire général, Sir Eric Drummond: Français et Anglais se partageaient ces deux postes, par la suite, ce furent Avenol et Sir Arthur Salter, grand ami de Jean Monnet, qui deviendrait aussi le mien. Monnet m'a donc regardé, il m'a "flairé" et m'a dit qu'il m'écrirait.

Et au bout de quinze jours il m'a envoyé un mot : "Allez donc voir M. Chaumet, le chef de la grande joaillerie", dont un fils, qui allait prendre la succession de l'affaire, avait épousé une des soeurs de Jean Monnet. Comme c'était une très grande maison, Monnet avait eu l'idée de dire : "Vous devriez parler à ce garçon". J'ai vu M. Chaumet fils puis M. Chaumet père mais cela ne m'a pas tenté, ni lui non plus. Alors j'ai écrit à Jean Monnet qu'il n'y avait pas eu d'atomes crochus entre nous et il m'a répondu qu'il penserait à nouveau à moi. Quand Monnet a quitté la SDN, j'ai trouvé un emploi et je suis allé travailler avec Max Hermant, neveu d'Abel Hermant, qui était aussi un universitaire, agrégé devenu délégué général du Comité des Assurances où je suis entré et où je suis resté un an.

Lorsqu'un beau jour je reçus un coup de téléphone de Comert qui me dit que Jean Monnet voulait me revoir. Je pris rendez-vous avec lui, cette fois à Paris, et Monnet me dit qu'il ne m'avait pas perdu de vue, que sa situation avait changé, qu'il avait terminé le rétablissement de sa maison familiale de Cognac et qu'il venait d'accepter de devenir le partenaire d'une banque américaine, la Blair and Co. Cette banque constituait avec une autre banque américaine, la Chase National Bank, une filiale européenne dont le siège serait à Paris et qui s'occuperait du financement nécessaire à la reconstruction de l'Europe. Ce ne serait pas un gros bureau mais un bureau intéressant où les gens devaient être prêts à voyager. Monnet m'indiquait en même temps un traitement nettement supérieur à celui que j'avais alors. C'est ainsi que je suis entré à la Blair and Co. Foreign Corp. (la Blair était une banque d'investissement et la Chase une banque de dépôt) sous les ordres de Monnet avec deux Français et deux Américains. Dès que Monnet avait accordé sa confiance à quelqu'un, il ne cherchait pas à le maintenir sous le boisseau; j'ai pu voler de mes propres ailes, fort bien rétribué - les Américains sont très agréables en ce domaine - . Cela m'a énormément appris de travailler avec Jean Monnet, les Américains, les Anglais, car Monnet avait gardé d'excellents amis britanniques de la première guerre mondiale (Lord Kindersley, chef de la maison Lazard and Brothers, que Monnet avait connu quand Kindersley était gouverneur de la Cie de la Hudson Bay au Canada et que Monnet y voyageait pour sa société, s'était parmi les premiers intéressé au projet de transports maritimes).

R. M. Par conséquent vous avez voyagé à l'époque en Pologne?

- R. P. En Pologne, en Roumanie, à Dantzig, en Allemagne, partout...Au bout de quelques années - je suis resté là de 1925 à la fin de 1929 - un chef d'entreprise américain qui était à la tête d'une grosse entreprise de télécommunications, alors quasi-monopole des Etats-Unis, de la Suède et de l'Allemagne, a demandé à Monnet s'il accepterait de me libérer pour me permettre de devenir en charge des intérêts de cette société en Europe, mais avec résidence en Angleterre. C'est ainsi qu'à partir de 1930 j'ai résidé en Angleterre.
- R. M. Vous y avez vécu dès ce moment!
- R. P. J'ai très bien connu votre père à cette époque; c'est là que j'ai connu Bret aussi et surtout les attachés financiers, Monick dont je suis devenu l'ami et Jacques Rueff. Je suis resté là jusqu'à la guerre.
- A. M. Avez-vous des souvenirs de vos séjours en Pologne?
- R. P. Le premier a été très long et très pénible; j'assurais, en tant que bras droit de Jean Monnet, de nombreuses fonctions et, en plus, j'apprenais énormément de choses qui m'ont beaucoup servi pour ma compagnie de télécommunications. C'est ainsi que j'ai négocié entièrement l'emprunt de Dantzig avec les Allemands, les Polonais et le commissaire de la SDN, un Hollandais puis un Suisse.
- R. M. Vous avez donc connu la Pologne de Pilsudski?
- R. P. Très bien, j'ai d'abord été amené à m'occuper des prêts d'Etat avec la Pologne puis j'ai négocié pour ma société avec le gouvernement polonais l'installation du téléphone automatique dans le bassin silésien, ce qui m'a fait connaître l'autre aspect de ce pays.
- R. M. J'ai connu une Pologne qui devait beaucoup ressembler à celle que vous avez connue puisque j'y suis arrivé quelques années plus tard comme correspondant du Petit Parisien.
- R. P. C'était très dur...et quel froid! Il m'est arrivé de monter sur un brise-glace pour voir le port de Dantzig mais ce qui me frappait, c'était l'animation des rues, tard le soir. Je logeais à l'Europeiski qui avait beaucoup de charme mais où il fallait une heure pour se faire servir à déjeuner!
- A. M. Monsieur le Président, avant d'aborder votre action à Londres, pourriez-vous préciser la position de Jean Monnet en 1938 et 1939, notamment vis-à-vis de la montée du péril hitlerien?
- R. P. Monnet était profondément anti-munichois et anti-hitlerien. Il était avant tout un homme qui n'avait adhéré à aucun parti. C'était un républicain de nos provinces,

démocrate, refusant de se laisser prendre à des querelles de doctrine. D'ailleurs cela ne l'intéressait pas du tout: il était le copain de Léon Jouhaux, de quantité de gens de gauche, à la SDN par exemple. Il n'était pas du tout un réactionnaire.

- R. M. La façon dont il avait fait rentrer des syndicalistes au Comité pour les Etats-Unis d'Europe est à cet égard révélatrice.
- R. P. C'était un homme qui, incontestablement, sentait et comprenait les aspirations populaires mais se refusait absolument à se laisser attacher à des problèmes de parti, de chapelle. Il n'avait aucun préjugé d'aucune sorte et, d'autre part, il écartait tout sectarisme. Dans sa famille, son père était un bon radical-socialiste, ami de Clementel, et Mme Monnet était une femme très religieuse. Il avait une soeur militante catholique, à tel point qu'elle a été la première femme auditrice au Concile. Un autre de ses amis était Henri de Jouvenel. La politique politicienne lui était étrangère.
- R. M. C'est pour cela qu'il avait demandé que l'on votât pour François Mitterrand à une élection présidentielle. Ce qui avait scandalisé nombre de gens!
- R. P. Cela s'expliquait pour une raison simple, la Charente. Il était très sensible à ces affinités là, à sa province. Il était charentais: Mitterrand était de Jarnac et lui de Cognac. Je suis persuadé que c'est cela qui a joué.
- R. M. Cette interprétation est nouvelle pour moi: je pensais qu'il voulait éliminer le général De Gaulle.
- R. P. Il est possible qu'il ait voulu un changement car il n'était certainement pas favorable à la constitution. Il croyait à l'élection et il était profondément attaché à une République inspirée des principes de la Troisième.
- R. M. Nous arrivons donc à Londres et à la veille de la guerre. Vous êtes alors en contact avec Jean Monnet pour un certain nombre d'opérations?
- R. P. Il faut d'abord vous expliquer comment je me trouvais à Londres ...comme caporal(I) J'étais assez en avance dans mes études et j'avais terminé mes deux doctorats quand j'ai devancé mon sursis dont six mois m'avaient suffi; à cette époque où le service militaire durait deux ans, ma classe était incorporée toute entière en même temps en avril. Je fus donc incorporé en octobre, en quelque sorte tout seul, ce qui a été très mauvais pour ma carrière militaire. J'avais demandé à être envoyé à l'armée du Rhin; je fus envoyé, vu mes diplômes, à la compagnie des secrétaires d'Etat-major, à l'Ecole militaire. Dès les premiers jours j'amus

(I) D'après un document des archives Monnet

là un accident en faisant mon lit - les conditions d'installation étaient abominables, on était en 1921 -; une écharde énorme s'était enfoncée sous mon ongle, mon doigt s'était infecté et je fus arrêté trois mois. J'en ai gardé une déformation du doigt après qu'on m'a enlevé un tendon.

Ainsi, lorsque je revins de l'hôpital, on ne savait que faire de moi. J'avais été affecté d'abord au Ministère de la Guerre où j'étais resté trois semaines lorsque je fus convoqué à l'Etat-major du maréchal Pétain: je me présentai, soldat de 2ème classe, au 4 bis bd des Invalides. J'y ai été reçu successivement par plusieurs officiers, un commandant, un lieutenant-colonel puis finalement par le chef d'Etat-major qui m'a dit que le maréchal Pétain souhaitait publier un ouvrage sur les événements qui avaient bouleversé l'armée française en 1917, qu'on avait besoin de quelqu'un qui ait une bonne formation, dont la discrétion serait assurée - on savait que mon père avait été officier -. J'aurais à fouiller les archives des Conseils de Guerre, du musée de l'Armée etc. sous l'autorité d'un des officiers d'Etat-major, le commandant Bouvard.

Je fus ainsi logé au 4 bis avec un service de 9 à 18 heures et je n'avais aucune raison de ne pas être intéressé par cette offre: je m'y suis non seulement intéressé mais je m'y suis aussi passionné. Pendant 21 mois j'ai donc été à l'Etat-major du maréchal Pétain à m'occuper des mutineries de 1917, de leurs causes, du rôle du maréchal. Cela a beaucoup contribué à ma formation intellectuelle, morale et humaine. Mais dans ce genre de poste on ne prépare pas le peloton des officiers de réserve...d'ailleurs passé depuis longtemps! Ainsi j'ai été démobilisé comme caporal d'infanterie au 117ème Régiment d'Infanterie.

Je me marie, j'ai des enfants, je grandis en âge. Au moment de la guerre, j'étais dans la territoriale, presque dans la territoriale de réserve, et un beau jour, j'ai été prévenu - parce que tout le monde sentait la guerre - par l'attaché naval (c'était un marin qui était alors chargé de l'ensemble des ressortissants français en Angleterre) qu'en cas de guerre je serais affecté à la Marine, au bureau de l'attaché naval français à Londres, étant donnée ma connaissance de l'anglais.....et mes relations (les marins savent toujours bien choisir leurs gens). Quand la guerre est arrivée, j'ai reçu un télégramme de mobilisation, un des premiers, et, pendant deux mois, la marine m'a très bien utilisé, m'envoyant en Hollande pour étudier le problème des chalutiers polonais qui étaient venus se réfugier là. Puis j'ai fait un certain nombre de missions, sans aucune considération de grade. C'est alors que Monnet m'a

récupéré.

Il avait négocié avec le gouvernement français le conseil de coordination franco-anglais et il avait choisi un certain nombre de gens pour les différentes sections: Monick aux Finances, René Mayer à l'armement; il m'avait choisi pour l'aviation parce qu'il savait que je m'étais beaucoup intéressé à ces problèmes avant la guerre, que je connaissais Bullitt et l'Amérique. C'est comme cela que j'ai été chargé de la mission que vous connaissez, aux Etats-Unis.

C'était une affaire très compliquée et la partie la plus délicate de ma mission a été d'être envoyé au mois de novembre, pour le compte des gouvernements français et anglais, pour voir le président Roosevelt, lui expliquer quels allaient être les besoins de l'aviation et lui demander de nous aider, ce qu'il n'avait absolument pas le droit de faire puisque les Etats-Unis n'étaient pas en guerre. Il fallait d'autre part qu'il nous autorisât à voir les modèles d'avions qui étaient encore sur la liste secrète car nous n'allions pas construire des appareils qui n'étaient pas du dernier modèle. Bien entendu, ce n'était pas moi qui choisissais les modèles, je travaillais avec le colonel Jacquin. J'étais chargé de voir ce qu'il faudrait faire sur la base d'informations que Jean Monnet avait d'ailleurs recueillies sur l'état de l'industrie aéronautique américaine: elle avait une capacité de production insignifiante et aurait été incapable de satisfaire les besoins. C'est alors qu'il a fallu étudier quelle devait être la nouvelle capacité de production, non seulement pour les cellules, non seulement pour les moteurs, mais aussi pour les trains d'atterrissage, les hélices etc.. En faire le total, car il n'était pas question que les Américains qui n'étaient pas engagés nous aident. Expliquer cela aux gouvernements français et anglais et obtenir leur adhésion à un plan qui signifiait des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars. A ce moment, j'ai eu d'énormes difficultés à convaincre les Français, notamment au ministère des Finances - Monnet en parle dans ses Mémoires - . Nous l'avons finalement emporté: Jacquin a été nommé chef de la mission, moi-même chef-adjoint et j'ai été posté à New-York où j'ai lu la nouvelle de l'invasion le 10 mai dans les journaux. C'est un souvenir qui ne s'est jamais effacé de ma mémoire. Au bout de quelques jours, j'ai été appelé à revenir à Londres pour rendre compte. On m'avait prévenu que lorsque j'aurais terminé la mise en place de tout cela, j'en passerais la responsabilité à des techniciens venant de France et je devais faire la même opération pour les chars. Je suis donc revenu pour faire état des résultats et prendre mes instructions pour les chars.

A ce moment - c'était entre le 19 et le 21 mai - j'ai été invité à rencontrer le général De Gaulle avec Denis, R. Mayer, Monnet et quelques autres. Nous avons appris alors ce que nous n'arrivions pas à croire, la réalité du caractère à peu près irrévocable de la défaite. C'est alors qu'a germé dans l'esprit de Monnet et d'un certain nombre d'autres, Vansittart, Monick, moi-même, l'idée de l'Union franco-britannique que le général De Gaulle a accepté de porter à Bordeaux pour y constater au'entre-temps le gouvernement avait été obligé de démissionner.

- R. M. Si vous le permettez, j'aimerais revenir sur ce que vous venez de dire. A-t-on raison de dire de cette opération aux Etats-Unis que grâce à cette excitation l'économie américaine a gagné au moins un an?
- R. P. Absolument. Les avions que l'on a construit alors ont remplacé ceux qui avaient été abattus pendant la bataille d'Angleterre. Le gouvernement américain, grâce à l'action de Georges-Picot, mon camarade de préparation à l'Inspection des Finances, les a transférés au gouvernement anglais.
- R. M. Dès ce moment là, on a l'impression que Jean Monnet était déjà très connu des Américains. Comment expliquez-vous qu'il ait exercé une telle fascination sur eux?
- R. P. Monnet travaillait avec des banquiers américains depuis déjà une quinzaine d'années et il avait leur confiance. Il avait aussi leur confiance parce qu'il leur parlait de sujets auxquels ils n'avaient jamais pensé. Il était toujours en avance: il "phosphorait", toujours avec cette aptitude à écarter ce qui était le détail et à voir ce qui était l'essentiel. Il avait eu cette idée de transports maritimes pour vaincre le blocus de 1914-1918. Pour l'aviation il voyait très clair, plus clair que beaucoup de nos chefs militaires; il disait: "Si nous n'avons pas d'aviation militaire, nous sommes foutus". Ces choses qui paraissent très claires aujourd'hui n'étaient pas claires dans les esprits à l'époque. On ne se rendait pas compte de ce que serait l'aviation.
- A. M. Dans une note récapitulative que vous avez rédigée en 1939, vous faites état d'un investissement franco-britannique de 60 millions de dollars dans l'industrie aéronautique américaine: sous quelle forme s'est-il fait?
- R. P. Sous forme d'avances et de subventions, mais ce chiffre est nettement inférieur à ce qu'il allait devenir.
- A. M. En ce qui concerne la déclaration franco-britannique du 16 juin, pourriez-vous en préciser l'origine?
- R. P. Je pense que personne ne peut s'en attribuer la paternité. Nous étions des gens désespérés de ce que nous pressentions et je serais incapable de préciser lequel d'entre nous a eu le premier cette idée; il s'agissait plutôt d'un groupe (E. Monick, J. Monnet, Vansittart, le major Morton, Sir Edward Bridges ...), le

général De Gaulle n'a pas été tellement lié à l'élaboration mais il était d'accord sur le principe.

- A. M. Vous avez donné une relation précise de votre mission à Bordeaux qui a été publiée en 1964 dans le livre de J.R. Tournoux: Pétain et De Gaulle (Plon)...
- R. P. La seule chose que j'ai écrite sur cette période parce que je l'ai écrite sur le moment.
- A. M. ...mais lorsque vous êtes rentré à Londres, comment Jean Monnet et vous-même envisagiez-vous le développement des événements? Prévoyiez-vous déjà un appui américain? Et si oui, dans quel délai?
- R. P. Nous étions persuadés que les Américains entreraient dans la guerre parce que nous connaissions les Etats-Unis. Nous étions persuadés que jamais ils ne laisseraient écraser les Anglais. Mais Roosevelt se heurtait à une très forte opposition: ainsi l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres, Kennedy, a tout fait pour empêcher cette entrée en guerre. Il était au fond très admiratif de Hitler mais il était surtout un pacifiste à tout crin. Peu importait qu'il y ait des Juifs persécutés. Je me suis toujours beaucoup méfié des Kennedy, sauf de celui qui a été président des Etats-Unis. La déclaration récente d'Edward Kennedy selon laquelle il ne faut pas faire tuer des Américains pour Kaboul, c'est du kennedysme intégral: il faut se dire qu'ils sont très irlandais, très anti-anglais.
- A. M. Comment évaluiez-vous alors la résistance anglaise?
- R. P. Nous savions que les Anglais manquaient de tout.
- A. M. Donc le véritable appui, c'étaient les Etats-Unis?
- R. P. Les Etats-Unis étaient déterminants; nous imaginions que l'Angleterre pourrait être envahie, ce que pensaient d'ailleurs beaucoup d'Anglais aussi. Je suis persuadé que si Hitler avait été mieux renseigné sur l'état de l'Angleterre, il est fort possible qu'il aurait tout tenté.
- R. M. Il lui aurait fallu détruire l'aviation britannique au préalable mais il n'a pas pu.
- R. P. Ce qu'a dit Churchill est tout à fait juste: "Jamais tant n'a été dû par tant d'hommes à si peu". On a fait flèche de tout bois, aviateurs étrangers, moteurs américains. Si Hitler ne s'était pas engagé contre les Russes.....?! J'étais à Londres sous les bombardements en 1941. Je verrai toujours Londres encerclé par les incendies. C'est là que j'ai découvert ce qui était la faiblesse de toutes les agglomérations urbaines; on peut tout supporter, l'incendie, le froid, mais ce qu'on ne peut pas supporter, c'est l'absence d'eau et la puanteur qui se répand. Certains jours, le bruit courait que le gouvernement envisageait de

faire évacuer Londres. Je me suis beaucoup occupé d'administration locale depuis et ma préoccupation a toujours été de multiplier les sources d'eau: on n'en a jamais trop.

R. M. Nous voici donc à Londres, la défaite est consommée, quels choix sont faits alors?

R. P. A ce moment, il se pose à tous les hommes qui sont là un problème de conscience: il y a ceux qui choisissent d'aller aux Etats-Unis, ceux qui choisissent de rentrer en France et ceux qui choisissent de rester en Angleterre et d'apporter leur concours au général De Gaulle. Monnet lui est parti et l'échange de lettres publié dans ses Mémoires montre bien qu'il n'est pas parti "contre": il a fait même preuve d'un très grand patriotisme parce que, avant tout, il ne voulait pas qu'il y ait de dispute. Or son tempérament et celui du général y conduisaient fatalement: il avait jugé le général qui n'accepterait jamais de partager avec quelqu'un. Comme, d'autre part, les Anglais considéraient que son travail était extrêmement utile et qu'il n'y avait peut-être personne d'aussi bien placé que lui auprès des autorités américaines, ils l'ont chargé de la direction de tout un service aux Etats-Unis. C'est un cas tout à fait unique.

A. M. N'y avait-il pas au delà de ces divergences de caractère des divergences plus profondes de stratégie? Je pense par exemple au rôle éventuel de l'Empire.

R. P. La divergence entre eux - Monnet ne connaissait pas l'Empire et ne savait pas s'il pourrait servir de base - ne résidait pas là. D'ailleurs, avec le recul, je comprends très bien que le gouvernement de l'époque n'ait pas engagé immédiatement l'Empire français; je ne crois pas qu'il ait été équipé en vue de servir de base de repli. Des hommes comme Noguès, Weygand - à qui je reproche bien d'autres choses - je comprends très bien leur point de vue, étant donné ce dont ils disposaient, car ils auraient été balayés en très peu de temps.

A. M. Lorsque vous êtes allé à Bordeaux, votre mission avait pour objet ce repli, du moins s'était transformée en ce sens....

R. P. En fait notre mission s'est trouvée contrariée par le fait que les gens voulaient partir pour l'Afrique du Nord: notre mission était de ramener en Angleterre des hommes politiques ayant un certain prestige et qui accepteraient, avec le général De Gaulle, de constituer une sorte de gouvernement en exil de façon à maintenir la légitimité; il est certain que le général De Gaulle a vu un point que n'a pas vu Jean Monnet. Jean Monnet a été tout à fait d'accord avec l'organisation d'une

résistance militaire mais pas avec ce que pressentait déjà le général: c'est qu'il ne fallait pas qu'il soit un chef de légion, mais que ce soit la France, une autorité politique, qui affirme la continuité d'un Etat français dans la guerre. C'est l'idée de génie de De Gaulle: il l'a vue tout de suite. Tout ce que nous avons fait à cette époque, Cassin, d'autres et moi-même -et malgré ce que pensaient nombre de Français de Londres comme Raymond Aron par exemple - c'était que la nation française, en tant que telle, continuât la guerre et déclarât Pétain illégitime. Aron, Gombault, tous ces gens-là avaient une méfiance que partageait un peu Jean Monnet contre le général De Gaulle, pas tant contre l'homme peut-être, mais simplement contre un militaire qui faisait de la politique.

C'est ça le vrai clivage et c'est là où le général finira par s'imposer, contre les Anglais, contre les Américains. La bagarre entre lui et Roosevelt portait sur ce point; je me rappelle avoir assisté à une querelle extraordinaire entre Churchill et De Gaulle, Eden et moi cherchant à arranger les choses. J'entends encore Churchill hurler: "Vous n'êtes pas la France" et le général de dire "Si, je suis la France". C'étaient vraiment des situations conflictuelles, philosophiques et politiques dans le sens le plus haut du terme.

A. M. Quelques années plus tard, en 1943, Jean Monnet revient des Etats-Unis et vous lui envoyez un télégramme lui demandant un entretien préalable avant la formation du C.F.L.N.

/ Lecture du document/

Cette pièce amène une question sur le rôle de Jean Monnet dans la formation du Comité.

R. P. Il a été incontestablement un homme qui a cherché l'unité, il a été sans aucun doute un trait d'union.

A. M. A votre avis, sa venue a-t-elle été indispensable à la formation du Comité?

R. P. Vous avez un souci très louable de précision mais qu'on ne retrouve pas dans la vie. Nous étions dans des conditions tout à fait particulières et nous ne nous posions pas ces questions: on se disait qu'il fallait absolument arriver à faire un accord raisonnable. Je ne vous cache pas que j'ai tout de suite deviné que l'accord Giraud-De Gaulle ne durerait pas. Je savais très bien ce que m'avait dit le général de Giraud. Je savais aussi ce que ma femme m'avait écrit sur le voyage du général Giraud aux Etats-Unis où il avait accumulé les gaffes (ma femme était alors présidente du Free French Committee). J'entends encore le général me dire de Giraud: "C'est un général d'avant-garde". Pas du point de vue des idées: cela signifiait qu'on pouvait lui donner le commandement d'une avant-garde mais pas la direction d'une bataille.